

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 13/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EDPR France Holding parc éolien LINIEZII**

25 quai Panhard et Levassor  
75013 Paris

Références : VI 15/05/24 UD36  
Code AIOT : 0010013603

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement EDPR France Holding parc éolien LINIEZII implanté LINIEZ 36150 Liniez. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre de la mise en service du parc éolien LINIEZ II.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDPR France Holding parc éolien LINIEZII
- LINIEZ 36150 Liniez
- Code AIOT : 0010013603

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du parc éolien, composé de 5 aérogénérateurs (E1 à E5) et d'un poste de livraison électrique implantés sur la commune de Liniez (36), est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/06/2022.

La gestion technique du parc est assurée par la société EDPR France Holding.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande d'action corrective	30 jours
4	installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	intégrité technique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
5	balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
6	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	tests arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
10	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	Sans objet
11	extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : chemins d'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate la présence d'accès carrossables pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, ils sont entretenus et maintenus en bon état de propreté. Une barrière est mise en place à l'entrée des chemins qui mènent aux machines, ce qui permet de dissuader le grand public d'y accéder.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : intégrité technique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R.125-17 du code de la construction et de l'habitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un rapport de contrôle attestant de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation. Ce rapport a été élaboré par le bureau d'étude VERITAS en date du 05/01/2023 pour toutes les éoliennes qui sont de type VESTAS v110 et ne présente pas d'observation particulière.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L.181-8 du code de l'environnement ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant dispose des rapports attestant de la mise à la terre de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une attestation de conformité pour le parc Liniez II dans son ensemble élaborée par le bureau VERITAS en date du 26/01/2023 et ils ne relèvent pas de non-conformité.</li> <li>- Un rapport de vérification en date du 12/01/2024, élaboré par le bureau d'étude SOCOTEC pour chaque machine du parc Liniez II.</li> </ul> <p>Dans le rapport de vérification, SOCOTEC émet une observation relative aux installations Haute tension pour l'éolienne E3, en faisant état de l'absence de mise à la terre principal de la cellule HT <i>Réaliser la liaison direct de la cellule à la terre principal.</i></p> <p>Le Bureau d'étude SOCOTEC émet pour les 5 éoliennes une observation relative aux installations basse tension en faisant état de l'absence de liaison équipotentielle supplémentaire. <i>Relier le chemin de câble à la terre.(coffret électrique au RDC).</i></p> <p><b>CONSTAT : toute l'installation n'est pas mise à la terre.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 4 : installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : <ul style="list-style-type: none"><li>- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;</li><li>- pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</li></ul> Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un rapport de "vérification électricité visite initiale" en date du 11/05/2023. le rapport de vérification est élaboré par le bureau VERITAS qui indique que l'installation électrique du parc éolien Liniez II n'a fait l'objet d'aucune observation pour les installations haute tensions. Pour les installations basse et très basse tension les observations sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- Afficher le synoptique HT/BT à jour.</li><li>- Installer un dispositif différentiel à courant résiduel 30 mAsur le circuit prise de courant de raccordement pour le groupe électrogène mobile.</li><li>- Protéger contre les surintensités le circuit de la prise de courant de raccordement du groupe électrogène mobile.</li><li>- Respecter le sens de la polarité de mise à l'état de repos des blocs autonomes d'éclairage de sécurité.</li><li>- Protéger les circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie à l'aide d'un dispositif différentiel 300 mA.</li></ul> <b>CONSTAT : la conformité de l'ensemble des installations électriques n'est pas attestée par l'organisme de contrôle.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 5 : balisage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a formalisé la conformité du balisage de l'installation par un Check visuel avec prise en vidéo en temps réel des machines permettant de visualiser le balisage et sa synchronisation.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : accès aérogénérateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate que les portes sont fermées à clé interdisant l'accès aux personnes étrangères à l'installation à l'intérieur des aérogénérateurs et du poste de livraison. Pour rappel, l'inspection a effectué la visite par échantillonnage du parc éolien Liniez II en inspectant les éoliennes n°3 et n°4.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : prescriptions tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le

<p>numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les aérogénérateurs sont identifiés. Des prescriptions sont affichées sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès aux aérogénérateurs, sur le poste de livraison notamment pour l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur, la mise en garde face aux risques d'électrocution et la mise en garde face au risque de chute de glace.</p> <p>L'inspection constate que lors d'une entrée d'une personne à l'intérieur d'un aérogénérateur, l'exploitant réceptionne un SMS pour information et contrôle des personnes entrantes dans les machines via une application par flashcode.</p> <p>Pour rappel, l'inspection a effectué la visite par échantillonnage du parc éolien Liniez II en inspectant l'éolienne n°3 et n°4.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : intérieur aérogénérateur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pris un échantillon du parc en visitant les aérogénérateurs n°3 et n°4. L'inspection constate que l'intérieur des aérogénérateurs est maintenu propre. Elle n'a pas fait constat d'entreposage à l'intérieur des aérogénérateurs de matériaux combustibles ou inflammables.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : tests arrêts**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>



<p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un arrêt ;</li> <li>- un arrêt d'urgence ;</li> <li>- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate, par le suivi « check ICPE » de VESTAS, les survitesses et un arrêt de la machine, pour E1 le 31/07/23 pour E2 et E3 le 01/08/23, pour E4 le 03/08/23 et pour E5 le 07/08/23. Ces tests réalisés par VESTAS n'ont pas relevé de dysfonctionnement.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : contrôles brides**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société AGV Industry a effectué le contrôle des brides pour l'ensemble du parc éolien Liniez II, par code couleur, le 10, 12, 13, 14 et le 15 février 2024 respectivement pour les éoliennes E1, E2, E3, E4 et E5, sans faire d'observation particulière.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : extincteurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, éolien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont</p>

appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

**Constats :**

L'inspection a constaté par échantillonnage (visite des aérogénérateurs n°3 et n°4 et du poste de livraison) que chaque aérogénérateur et le poste de livraison sont dotés de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. La société CLIMEX Val de Loire Sécurité incendie a vérifié les extincteurs le 26/01/24 et n'a pas formulé d'observation.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite